

L'Adresse—M. Malépart

Deuxièmement, en ce qui a trait au discours du Trône, s'il avait écouté, j'ai dit que n'importe qui peut écrire des romans, c'est de comparer avec le discours du Trône de 1986 et de 1984, les trahisons du discours du Trône de 1984. Est-ce que le ministre est prêt à dire que c'est faux, que son gouvernement, en 1984, avait promis une justice sociale, et qu'il a coupé l'indexation des pensions de sécurité de la vieillesse? Est-ce qu'il est prêt à dire que c'est faux, il est capable de le dire, il n'a pas peur de mentir?

Monsieur le Président, en ce qui concerne la désindexation des allocations familiales, est-ce que le ministre va dire: c'est faux... J'espère qu'il n'a pas attrapé la maladie du premier ministre. Vous savez que les gens n'ont pas confiance en la parole du premier ministre, j'espère que ce n'est pas contagieux dans ce parti-là, monsieur le Président.

M. Rossi: Il n'est pas capable de répondre à cela.

M. le vice-président: A l'ordre! C'est seulement que j'ai de la difficulté à entendre votre discours. L'honorable député de Montréal—Sainte-Marie (M. Malépart) a la parole. Veuillez continuer.

M. Malépart: En ce qui concerne l'élection du Président, je ne suis pas avocat comme le ministre d'État (Jeunesse) (M. Charest) était content de «se péter les bretelles» qu'il était avocat. Vous savez, c'est une classe à part. Vous êtes là-dedans vous aussi. Monsieur le Président, moi je suis un citoyen comme la masse des Canadiens et je dois vous dire que je vous remercie de me permettre de répondre davantage en ce qui concerne l'élection du Président. Si vous avez bien compris, si les propos du premier ministre au niveau de la réforme parlementaire étaient vrais, sincères et honnêtes, comme vice-président de la Chambre, votre remplaçant aurait été Marcel Prud'homme ou M. Lewis qui étaient sur les rangs, cela n'aurait pas été...

M. le vice-président: Je demanderais à l'honorable député de Montréal—Sainte-Marie (M. Malépart) de ne pas impliquer des candidats à la Présidence ou le Fauteuil dans son exposé. Je lui demanderais de terminer.

M. Charest: J'invoque le Règlement, monsieur le Président!

M. le vice-président: A l'ordre! L'honorable ministre d'État (Jeunesse) invoque le Règlement.

M. Charest: Je voudrais dire rapidement que le député de Montréal—Sainte-Marie (M. Malépart) n'a toujours pas répondu à notre question. Et on va voir s'il va répondre ou non. Nous, nous attendons. On va peut-être mesurer son honnêteté à partir de cela.

M. le vice-président: Je demanderais... Je vais donner la parole naturellement à l'honorable député de Montréal—Sainte-Marie, mais je lui demanderais d'être bref si possible parce que je pense qu'un autre intervenant voudrait poser une question dans la période de dix minutes qui est allouée.

M. Malépart: Monsieur le Président, j'ai répondu. J'ai demandé au ministre, et j'attends toujours sa réponse: Est-ce que c'est faux que son gouvernement a coupé l'indexation des pensions de sécurité de la vieillesse? Alors qu'il a répondu: Est-ce que c'est faux...

M. Charest: Répondez à la question!

M. Blais: Répondez à la question!

M. Rossi: Vous n'aimez pas cela, hein?

M. Malépart: Oh! Monsieur le Président, malheureusement, je suis obligé de dire, que mes paroles soient parlementaires ou antiparlementaires, les députés conservateurs aiment cela mentir sur les bords.

M. Rossi: Les pensions de sécurité de la vieillesse? Vous n'aimez pas cela. Il n'a pas répondu à la question.

M. le vice-président: L'honorable député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy) a la parole pour une question ou un commentaire.

M. Cassidy: Monsieur le Président, les deux députés qui viennent de faire leurs discours... mais simplement je veux commenter un peu le discours du député de Montréal—Sainte-Marie (M. Malépart) parce que c'est un député du parti libéral. Il critique le gouvernement avec justice, mais il oublie le fait que c'est son gouvernement qui était au pouvoir pendant plusieurs années et qui a eu le pouvoir de faire tout ce qui est nécessaire pour vraiment développer l'économie dans la province de Québec.

A Montréal, depuis très longtemps, l'administration municipale ignore les problèmes économiques de la région. Mais on se demande pourquoi, comment il se fait que tous les députés, tous les ministres qui venaient de la région de Montréal, n'ont pas su élaborer un plan pour le développement économique de Montréal, n'ont pas réagi. On a vu, par exemple, la fermeture de quatre raffineries dans cette région-là.

Le député vient de parler de la nécessité de commencer avec un revenu annuel garanti. C'est une bonne idée. Mais je peux demander au député: Quand son parti a été au pouvoir pendant une période de presque 20 ans, avant les dernières élections, pourquoi les libéraux n'ont-ils pas mis en place cette réforme au lieu de simplement commencer à réclamer un changement sur le plan social, en termes de politique sociale, alors que maintenant ils sont dans l'Opposition? Effectivement, ils demandent quelque chose que son parti n'était pas prêt à livrer quand ils étaient au pouvoir.

M. Malépart: Monsieur le Président, il me fait plaisir de répondre au député du NPD. Cela démontre clairement que le NPD n'a jamais compris les Québécois et qu'il ne comprendra rien. Cela démontre clairement que lui aussi ne coûterait pas cher si le premier ministre voulait lui donner un «job» comme à l'ancien député, il n'aurait pas de misère à lui trouver un «job» trop cher.

Monsieur le Président, pour quelle raison le parti libéral, et s'il a bien compris le message, pourquoi le gouvernement...? Parce que le revenu annuel garanti, cela ne se fait pas comme cela, du jour au lendemain. Il faut s'assurer que cela améliore la qualité de vie des gens, qu'il n'y a pas de sommes d'argent supplémentaire. Comment réorganiser cela? Si le député du NPD...

M. Cassidy: Vous avez eu le temps de faire cela.

M. Malépart: Monsieur le Président, nous avons amélioré les conditions de vie, l'assurance-santé... Monsieur le Président, je pense que nous autres nous avons été assez honnêtes pour évoluer, c'est pour cela que nous avons été au pouvoir et c'est pour cela que nous y retournerons. Nous ne serons pas